

Entre les soussignés :

Entre :

La ville de OUISTREHAM RIVA BELLA, représentée par Monsieur Romain BAIL, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal,

ci-après désignée

La ville,

d'une part,

Et :

L'association Les P'tits Mousses, représentée par Madame Cécile NATIVELLE, agissant en qualité de Présidente, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale du 29 septembre 2022,

ci-après désignée

L'association,

d'autre part,

Considérant la demande de partenariat présentée par l'association,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

La ville de Ouistreham Riva Bella apporte son soutien aux associations participant à l'organisation et au développement des activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs à l'intention des enfants, pré-adolescents et adolescents, présentant un intérêt local, par l'attribution d'aides logistiques et financières encadrées par le dispositif de la présente convention.

En contrepartie, l'association fera connaître dans ses réunions publiques, dans ses rapports avec les médias et sur ses divers supports, le soutien apporté par la ville de Ouistreham Riva Bella. Elle fera apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, le logo de cette dernière.

L'association doit être constituée en forme régulière et jouir d'une vie associative réelle.

Article 1 : Présentation de l'association

L'établissement « les P'tits Mousses » a vu le jour en 1993 grâce à la volonté d'un groupe de parents de créer un mode d'accueil collectif pour leurs enfants sur la commune de Ouistreham Riva Bella. À ses débuts, la Ville a mis à disposition de la crèche parentale un appartement aménagé pour accueillir 13 enfants. En 2005, elle déménage dans ses nouveaux locaux, construits par la commune et devient un « établissement multi accueil à gestion parentale ». Si les parents n'interviennent plus directement dans la prise en charge au quotidien des enfants, car assurée par une équipe de professionnels, ils restent des acteurs essentiels du fonctionnement de la crèche. Ils interviennent à différents niveaux : soit

en tant que membres du conseil d'administration pour la définition du projet associatif et d'établissement, ainsi que sa mise en œuvre ; soit au sein d'une commission (cours, bibliothèque, alimentation, animation, communication, etc.) avec le souhait de travailler main dans la main avec les professionnels.

Le multi-accueil dispose d'un agrément différencié hors vacances scolaires et vacances scolaires se définissant ainsi :

Hors vacances

De 7h30 à 8h30 : 16 places

De 8 h30 à 16h30 : 41 places

De 16h30 à 17h30 : 30 places

De 17h30 à 18h30 : 16 places

Pendant les vacances

De 7h30 à 8h30 : 6 places

De 8 h30 à 16h30 : 31 places

De 16h30 à 17h30 : 20 places

De 17h30 à 18h30 : 6 places

L'équipe professionnelle de la crèche est composée à 50 % de professionnels de catégorie 1.

Article 2 : Objectifs de l'association

La Ville souhaite aider l'association dans la réalisation de son projet, considérant qu'il s'inscrit dans les champs d'actions prioritaires suivants :

- Offrir un mode de garde collectif sur la ville de Ouistreham Riva-Bella tout en permettant une prise en charge individuelle.
- Adhérer à la charte pour l'accueil de l'enfant de l'ACEPP (Association Collectif Enfants / Parents / Professionnels).
- Associer les parents dans toute démarche de projet et maintenir la coresponsabilité bénévoles / professionnels.
- Offrir un lieu d'éveil culturel et artistique.
- Favoriser la socialisation des enfants issus de familles bénéficiant des minima sociaux.
- Préparer les enfants à l'entrée à l'école maternelle par des actions passerelles :
 - En signant une convention de partenariat avec les écoles maternelles
 - En proposant un accueil aux enfants scolarisés les mercredis et pendant les vacances scolaires.
- Faciliter l'accès à la collectivité pour les enfants porteurs d'un handicap.
- Favoriser la formation des membres bénévoles de l'association et des professionnels.
- Accompagner les apprenants-stagiaires en offrant un lieu de stage qualifiant.
- Favoriser le travail en réseau :
 - Travailler en partenariat avec différents partenaires,
 - Favoriser la mutualisation des moyens et des compétences en signant des conventions de partenariat.

Article 3 : Engagement de l'association

Dans le respect des principes de collaboration entre les différentes associations, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances statutaires créées (Assemblées générales, conseil d'administration, bureau).

L'association peut librement adhérer à toute fédération, association, mouvement, organisme technique.

L'association est seule responsable à l'égard des tiers des actes de son personnel et de l'usage des activités gérées. Elle doit donc assurer sa responsabilité envers son personnel et ses usagers. Elle est particulièrement attentive à être en conformité :

avec la législation et la réglementation dans le cadre des actions engagées auprès des mineurs. Elle est tenue d'avoir un personnel suffisant et qualifié.

avec la législation sociale en vigueur. Elle est responsable de l'activité de son personnel et de la sécurité du travail dans les locaux qu'elle utilise.

Enfin, l'association s'acquitte de tous les impôts, contributions et taxes de toute nature, établis ou à établir, auxquels les biens ainsi que les activités qu'elle réalise sont susceptibles d'être assujettis.

L'association s'engage à participer aux événements de la vie locale et particulièrement ceux organisés par la ville.

Article 4 – Engagement de la Ville

La Ville alloue à l'association des moyens destinés à soutenir ses activités dans le cadre des champs d'action prioritaires reconnus à l'Article 2.

Après examen du bilan de la saison passée et du projet pour l'année à venir, le soutien financier de la ville prend la forme de subventions attribuées chaque année par le Conseil Municipal.

Les subventions doivent faire l'objet d'une demande expresse, (non automatisée), en adéquation aux besoins réels. Elles ne sont pas un droit acquis, et doivent être utilisées conformément à leur objet. Il est nécessaire pour l'association de développer ses moyens propres : cotisations, facturation de ses services, recherche de partenariat...

Sur proposition de la CAF, il a été convenu un plan prévisionnel et triennal de participation.

Le tableau ci-joint précise les montants prévisionnels arrêtés :

Montants/ Année	Subvention municipale
2024	116.000€
2025	116.000€
2026	116.000€

Les berceaux devront être prioritairement attribués aux enfants de familles ouistrehamaises ou dont l'un des parents travaillent à Ouistreham.

Les parties s'autorisent des ~~avenants en cas de changement~~ de situation venant modifier l'équilibre du partenariat.

La mairie ne mettant plus d'agent d'entretien à disposition, depuis 2 ans l'entretien est réalisé par une entreprise qui donne entière satisfaction. Le contrat est actuellement établi entre la mairie et l'entreprise, la crèche remboursant les frais à la mairie. Ce contrat devra être repris à la charge directe de l'association au 1^{er} janvier 2024.

La mairie garde à sa charge la fourniture des produits consommables à destination des enfants (papier toilette, essuie-mains, mouchoirs...) pour environ 4 000 euros.

La crèche percevra à partir de 2024 directement la subvention CTG de la CAF.

Moyens en nature :

- mise à disposition gracieuse des locaux de la crèche (fluides y compris) : aux fins de lui permettre la pratique de ses activités, les bâtiments communaux sont mis à la disposition de l'association au 96 avenue du Maréchal Foch ; elle les prendra dans leur état actuel, déclarant avoir connaissance de ses avantages et défauts, lors d'un état des lieux (si exigé par la Ville). L'association satisfera à toutes les obligations auxquelles les locataires sont ordinairement tenus. Les frais de fonctionnement, tels qu'eau, gaz, électricité, chauffage, sont pris en charge par la commune.
- entretien du bâtiment par les agents du service technique de la Ville : la commune assure la responsabilité des équipements, du matériel et des installations techniques et veille à leur entretien. La commune assurera également le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. La Commune de Ouistreham atteste renoncer au recours qu'elle serait en droit d'exercer à l'encontre de l'association à la suite de tout sinistre incendie pouvant atteindre les biens meubles ou immeubles.
- prêt de salle gratuit pour les manifestations selon le planning et les disponibilités : Pour toute mise à disposition occasionnelle, chaque association devra signer une convention spécifique préalable, avec caution.
- accès privilégié à certains événements ou actions portés ou initiés par la Ville (notamment à travers des actions portées par le réseau REAAP).

Article 5 – Usages de la subvention

L'Association s'engage à respecter les règles qui régissent la vie des associations et à gérer avec toute la rigueur nécessaire les financements publics qui lui sont attribués.

L'Association veille en particulier à utiliser la subvention municipale selon les dispositions de la présente convention et notamment au bénéfice des actions conduites dans les champs prioritaires évoqués à l'article 2.

L'Association en garantit la destination indiquée et se tient disponible pour fournir, conformément aux dispositions légales et réglementaires, toutes les pièces justifiant le bon emploi des fonds.

Article 6 – Versement de la subvention

Le rythme du versement de la subvention est le suivant :

- La subvention est versée après le vote du budget primitif, en deux fois, sur chaque semestre,
- Sur demande de l'association une avance de subvention pourra être versée si le budget communal le permet.

Article 7 – Documents financiers

L'Association tient une comptabilité conforme au plan comptable des associations. Les écritures de fin d'exercice sont effectuées par le Trésorier de l'Association qui établit le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Le contenu et la présentation de ces documents correspondent aux exigences du Conseil National de la Vie Associative.

L'association doit fournir annuellement à la commune le bilan et le compte de résultat certifié par un commissaire aux comptes, si le montant des subventions publiques atteint 153.000 euros, toutes aides comprises (y compris celles de la commune).

Les contributions volontaires (apport en travail, apport en bien ou autre services) effectuées à titre gratuit, seront valorisées et comptabilisées conformément aux dispositions du plan comptable des associations, de même que les éventuels avantages en nature procurés par la Ville et d'autres partenaires.

Le bilan doit être certifié conforme par le Président et le Trésorier de l'Association.

Lorsque le montant de la subvention annuelle versée par la Ville représente plus de 50% du budget de l'Association le bilan doit être certifié par un commissaire aux comptes.

La crèche devra fournir au 1^{er} septembre et au 1^{er} janvier la liste des enfants hors commune, afin que la commune de Ouistreham réclame une contribution aux communes concernées.

Article 8 – Modalités de transmission des documents

L'association devra formuler une demande annuelle de subvention au plus tard le 07 novembre de l'année n-1, via la plateforme dédiée.

Cette demande, outre le formulaire établi par la ville de Ouistreham dûment renseigné et signé obligatoirement par la présidente, devra nécessairement être accompagnée des documents suivants, selon le format des tableaux de bord fourni par la collectivité :

- le projet et le budget prévisionnel de l'exercice (année) à venir,
- le bilan moral et financier de l'exercice (année) écoulé,
- le compte-rendu moral de l'association pour l'année écoulée,
- un document prévisionnel indiquant l'utilisation prévue des subventions demandées,
- le bilan d'activités,
- le projet éducatif.

L'évaluation du respect des clauses de la présente convention et plus particulièrement des obligations de l'association, se fera au travers de l'analyse des documents produits par cette dernière, conformément à l'article 1.3 et 2.2.1.

Toute association ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués

désignés par la collectivité qui l'a accordée.

Tous groupements ou associations qui ont reçu dans l'année des subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention, à tout moment de l'année, une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

La Chambre régionale des comptes tient des dispositions de l'article L 211-4 du Code des juridictions financières le pouvoir de vérifier les comptes des organismes auxquels les collectivités territoriales ont apporté un soutien financier.

Article 9 – Assurances

L'association devra être couverte par sa propre assurance responsabilité civile et être assurée contre le vol des biens mobiliers entreposés par ses soins dans les locaux et doit fournir à la commune une attestation d'assurance.

La Présidente est responsable de toutes les personnes présentes pendant l'activité de l'association, et de tout accident corporel qui pourrait survenir en cas de négligence de l'association.

Article 10 – Information de la Ville

Toute modification des instances statutaires de l'Association devra être portée à la connaissance de la Ville après que les formalités nécessaires aient été accomplies auprès des services de la Préfecture.

L'Association s'engage à participer chaque année au Forum des associations, et à inviter les élus en charge de l'éducation et de la petite-enfance aux Assemblées Générales.

L'association devra avertir la commune dans les plus brefs délais de toute atteinte ou dysfonctionnement qui serait constaté dans les locaux mis à sa disposition, notamment par le biais de la main courante (pour les installations sportives).

Article 11 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, commençant à courir le 1er janvier 2024 pour s'achever le 31 décembre 2026.

Article 12 – Résiliation de la convention

La convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec préavis de six mois.

La convention pourra être résiliée de plein droit par la Ville et par notification écrite :

- ❖ En cas de liquidation judiciaire des biens de l'Association, dès le prononcé du jugement par le tribunal compétent.
- ❖ En cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une de ses obligations.

REÇU EN PREFECTURE

le 22/02/2024

Application agréée E-legalite.com

- ❖ Dans ce cas, après ^{98 DE-014-2114 04884-2024 0212-DL 2024 0212} une simple mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse après un délai de deux mois, la convention pourra être résiliée, notifiée à l'Association directement ou par lettre sous pli recommandé.

En toute hypothèse, la résiliation de la Convention pourra entraîner la reprise immédiate des locaux et autres moyens mis à disposition de l'Association dans les conditions fixées par la convention.

Article 13 – Conciliation

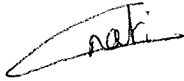
Les contestations qui s'élèveraient entre l'Association et la Ville au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention devront d'abord faire l'objet d'une tentative de conciliation, réalisée par une commission mixte (Ville-Association) constituée sur l'initiative de la Ville.

En cas de litige né de l'interprétation, de l'exécution comme des suites de la présente, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute saisine de la juridiction administrative, seule compétente en pareil cas.

Fait à Ouistreham Riva Bella, le 5 décembre 2023

Pour l'Association,

La Présidente,



Pour la ville,

Le Maire,

